

dial

diffusion de l'information sur l'Amérique latine

47, QUAI DES GRANDS-AUGUSTINS - 75006 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 46.33.42.47

CCP 1248.74-N PARIS - Du mardi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h 30

Hebdomadaire - n° 1324 - 7 juillet 1988 - 3 F

D-1324 COLOMBIE: NOUVELLE STRATÉGIE DE L'ÉPISCOPAT

C'est à l'occasion de la 48e assemblée plénière de l'épiscopat colombien, en juin/juillet 1987, que le cardinal Alfonso López Trujillo avait été élu à la présidence de la conférence épiscopale. Ancien secrétaire général et ancien président du Conseil épiscopal latino-américain (CELAM) de 1972 à 1983, l'archevêque de Medellín est une personnalité fort connue en Amérique latine. C'est lui qui est la pièce maîtresse de la polémique sur la théologie de la libération (cf. DIAL D 161 et 1321).

Depuis son accession à la présidence de l'épiscopat colombien, le cardinal López a imprimé un nouveau cours à l'action de l'Eglise catholique en matière sociale et politique (cf. DIAL D 1256). La gravité de la situation du pays, dont la violence généralisée et banalisée est le signe (cf. DIAL D 1255 et 1284), appelait en effet une réaction des forces vives du catholicisme colombien, une institution nationale très présente.

L'article ci-dessous, tiré de la revue *Cien Dias* de janvier/mars 1988 analyse le changement de stratégie de l'épiscopat en soulignant l'absence de participation des mouvements de laïcs. De ce point de vue la méthode de l'épiscopat colombien est aux antipodes de celle de l'épiscopat brésilien (cf. DIAL D 1011).

Note DIAL

L'ÉGLISE HORS LA SACRISTIE

Le changement de présidence dans la conférence épiscopale a conduit, entre autres choses, à une participation accrue des évêques devenus, très souvent de leur propre initiative, les interlocuteurs des dirigeants nationaux

par Neftalí Vélez Chaverra, SJ

Les institutions sociales ont, en Colombie, perdu leur prestige. Ce fait est reçu tant par les grecs que par les troyens. Ce qui s'est passé autour de la faillite de la Caisse des vocations (1) le confirme pour l'institution ecclésiale.

C'est pourquoi la position des évêques comme groupe a changé dans les derniers mois. La nouvelle présidence a voulu sortir de la "vallée de larmes" de la faillite de la Caisse et s'est lancée dans la discussion des grands problèmes nationaux. L'élection populaire des maires est un témoin muet de cette recherche et de ce réajustement au sein de la hiérarchie.

Nouveaux vents épiscopaux

En ouvrant la 48e assemblée de l'épiscopat en 1987, son président, Mgr Rueda Hernández, mettait en garde contre "les risques politiques et sociaux insuffisamment

(1) Banque de propriété de l'Eglise ayant fait faillite en avril 1987. Le passif s'élevait à plus de 11 millions de dollars (NdT).

pesés" (*El Colombiano*, 30 juin 1987, p. 9) de l'élection des maires. Cette position plutôt timorée a été ensuite confirmée dans le message final de la même assemblée plénière épiscopale: "des opinions pondérées considèrent que, dans ces circonstances, il convenait de rester en dehors" (*Catolicismo* n° 76, 12 juillet 1987, p. 12).

Mais la position change avec la nouvelle direction de la conférence épiscopale. Son nouveau président, le cardinal López Trujillo, déclare devant l'assemblée des évêques: "Les élections de maires impliquent une profonde transformation de la vie politique dans le sens de la démocratie. C'est un acquis des moyens et des canaux prévus pour les réformes constitutionnelles" (allocution inaugurale, 9 février 1988, p. 5). Mais le tableau n'est pas tout noir ou tout blanc. L'ancienne position et la nouvelle critiquent les pressions exercées en vue des élections: celles des mains pleines d'argent, celles des propositions de postes administratifs et de faveurs en matière de budget, etc. Il faut aussi noter les intimidations répétées en provenance des secteurs de l'opposition armée, en particulier dans les zones paysannes du pays.

Pour échapper à ces difficultés, les évêques proposent d'aborder les élections sous l'angle d'un "processus d'éducation civique et politique" (48e assemblée générale, *Catolicismo* n° 80, 12 juillet 1987, p. 12).

L'arène politique

Le cas de l'élection populaire des maires n'est pas une hirondelle isolée. Le changement de présidence à la conférence épiscopale a eu d'autres conséquences au plan politique dans le pays. Les évêques sont devenus les interlocuteurs des dirigeants nationaux, très souvent de leur propre initiative. Le pape Jean-Paul II a demandé aux évêques colombiens d'être des "médiateurs honorables" en faveur de la paix. La nouveauté réside dans le dynamisme avec lequel la nouvelle présidence aborde cette tâche. Aussitôt après son élection comme président le cardinal López Trujillo déclare aux journalistes: "Nous allons entreprendre des conversations avec tous les groupes du pays, car nous en avons besoin. Nous devons écouter beaucoup, il nous faut prendre le pouls du moment actuel" (*El Espectador*, 3 juillet 1987, p. 12 A). Une semaine plus tard il envoie une lettre aux directions des groupes politiques pour les inviter au dialogue avec la hiérarchie sur les principaux problèmes nationaux.

Des rencontres ont eu lieu avec les partis traditionnels, avec le président Barcos, avec les anciens présidents Pastrana Borrero et Lleras Restrepo. Il en a été de même avec l'Union patriotique et, pour la première fois dans l'histoire de Colombie, avec le Parti communiste. Les évêques ont été représentés par les membres de la "Commission pour la vie, la justice et la paix", récemment constituée.

Les évêques se sont également offerts comme médiateurs entre le gouvernement et les forces armées d'une part, et la guérilla d'autre part. Mais la tentative n'a pas abouti suite aux réticences du gouvernement. La hiérarchie, pour sa part, a jugé son approbation indispensable: "L'Eglise ne peut réaliser aucune médiation sans l'autorisation expresse de l'autorité correspondante, en l'occurrence le chef de l'Etat" (Mgr Rodrigo Escobar, *El Siglo*, 4 octobre 1987, p. 1). Même si certains s'interrogent sur le poids réel de ces interventions épiscopales, on ne peut leur refuser un certain impact social. Le report du référendum le montre également. Les prises de position d'anciens présidents libéraux, du social-conservatisme et de la hiérarchie de l'Eglise ont influé pour sa non réalisation en mars, en même temps que les élections populaires pour les maires.

C'est le lieu de souligner que, vu la façon dont les choses se sont passées, on a vu réapparaître au grand jour d'anciennes convergences entre la hiérarchie et le Parti conservateur. M. Misael Pastrana l'a exposé sans détours: "Je suis d'accord avec la conférence épiscopale sur le fait qu'un pas aussi important qu'un référendum doit être le fruit d'un véritable consensus national des institutions et des personnes", et que ce consensus national n'existerait pas s'il n'y avait négociation pour un large accord entre le gouvernement et les partis politiques" (*El Espectador*, 20 février 1988, p. 13 A).

Le silence des spectateurs

On peut dire que la mutation au niveau de la présidence de l'épiscopat se caractérise, jusqu'à présent, par la recherche de changements institutionnels à partir d'en haut. Son point de départ et son coeur, ce sont les rencontres faites et les décisions prises avec les dirigeants nationaux. C'est le même comportement que dans les milieux politiques, professionnels et syndicaux de la classe dirigeante.

Jusqu'à présent on n'a ni recherché ni trouvé une méthodologie de participation de larges secteurs de la population, au niveau des échanges sur les problèmes et les alternatives du pays.

La problématique n'a pas été suffisamment reprise dans les diocèses, paroisses et communautés. Les chrétiens ordinaires et habituels ne se sentent que simples spectateurs, face aux commentaires et aux discussions de ceux qui se présentent apparemment comme les seuls protagonistes du drame social.

Les mouvements et les secteurs populaires organisés, non directement représentés par les dirigeants qui dialoguent avec les évêques, ne comprennent pas très bien le sens de ces échanges. Ils ne voient pas clairement quel bénéfice ils peuvent en retirer, ainsi que la population en général. Ils ne perçoivent pas encore comment tout cela peut être mis en rapport avec les processus extensifs et profonds de conscience sociale et de transformation historique conduisant à une vie plus digne et plus humaine pour l'ensemble des Colombiens.

La question sur le tapis est donc celle du mode d'intervention sociale de la hiérarchie et des autres membres de l'Eglise. Une action sociale et politique "à partir d'en haut" est-elle suffisante? Ou, à l'opposé, suffit-il qu'elle soit menée au niveau des bases populaires? Faut-il rechercher une complémentarité d'actions à partir d'en haut et depuis la base? En ce cas, quels chemins doit-on emprunter?

Dans la terrible situation qui est celle de la Colombie aujourd'hui, la réponse à ces questions permettrait de faire la jonction entre la réflexion inspirée de la foi chrétienne et l'analyse basée sur les sciences sociales et politiques. Cela contribuerait à créer un climat de large participation du laïcat colombien et des diverses institutions d'Eglise, dans le dialogue que l'épiscopat mène avec les milieux dirigeants.

Il existe aujourd'hui plusieurs alternatives sur la réforme institutionnelle. Dans ce contexte, les évêques ont la possibilité de suivre la voie des rencontres au sommet, qui exclut la participation, ou celle d'un rapprochement avec les milieux du peuple catholique et des organisations populaires.

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)